

affirment que nous devons moderniser cette image et définir en termes plus claires les éléments de la perception que nous voulons projeter. Certains souhaitent que des campagnes de promotion et d'information soient lancées dans des marchés clés et que la présentation de nos valeurs et de notre culture soit plus imaginative. C'est là un point que soulèvent également les gouvernements provinciaux, qui recommandent la création d'une « image de marque » présentant le Canada comme une destination de choix pour les partenaires économiques, les visiteurs, les étudiants et les immigrants qualifiés. Un intervenant propose de faire mieux connaître le Canada en faisant appel aux quelque 7 000 spécialistes en études canadiennes à travers le monde, dont l'influence s'étend à un grand nombre d'étudiants, de médias et de publics étrangers. Il est également recommandé qu'on élargisse les programmes de stages, de partenariat, d'échange et autres, en concertation avec les gouvernements, les parlementaires, les associations privées et les ONG.

### Accentuer la présence du Canada sur la scène internationale

*Le Canada conserve une excellente réputation internationale. Cette réputation risque toutefois de s'effriter si nous ne mobilisons pas les ressources nécessaires pour apporter des contributions de fond dans des domaines comme les capacités militaires, l'aide au développement et les capacités au niveau de la formulation des politiques.*

– Un participant

*Nous devons définir l'« avantage canadien ». Le Canada doit combattre la fragmentation actuelle des messages et des activités, alors que, chacun de son côté, les ministères fédéraux et les provinces font leur propre promotion sur la scène internationale et poursuivent des politiques qui ne sont pas coordonnées.*

*Il est plutôt ironique de constater qu'à l'ère de l'interdépendance mondiale, un si grand nombre de nos initiatives sont menées isolément les unes des autres.*

– Un participant

Certains participants au Dialogue, conscients de la nécessité de renforcer le rôle global du Canada dans l'arène internationale, font remarquer qu'il faudra mobiliser beaucoup plus de ressources et de capacités pour promouvoir ses valeurs et ses intérêts et pour appuyer des partenariats bilatéraux et multilatéraux crédibles. Ils soulignent que l'effet cumulatif des compressions budgétaires du passé n'a pas encore été corrigé et que, de ce fait, la politique étrangère canadienne ne pourra atteindre ses objectifs sans des réinvestissements appréciables dans la diplomatie, la défense et l'aide au développement. On recommande notamment que soient accrues les ressources et les capacités du MAECI tant du côté de la formulation des politiques que des missions à l'étranger.

De nombreux participants encouragent aussi le gouvernement à chercher à accroître la cohérence des politiques des différents ministères et organismes qui appuient les relations du Canada avec l'étranger. Parmi les éléments qui méritent une attention toute particulière, on cite notamment les relations entre le MAECI, l'Agence canadienne de développement international et le ministère de la Défense nationale. On préconise également une cohérence accrue des politiques touchant le commerce international, l'aide au développement, l'environnement et le développement durable. D'autres participants insistent sur l'importance d'établir des partenariats au Canada même avec les autres paliers de gouvernement et avec les organisations de la société civile. Les gouvernements provinciaux et territoriaux rappellent la nécessité de mettre en place des mécanismes axés sur le fédéralisme coopératif pour élaborer des stratégies internationales efficaces. Il importe de coordonner davantage tous ces instruments et tous ces points de